

Article | Exposition La Force de l'art

 esse.ca/fr/article/59/Glicenstein

Exposition *La Force de l'art* (1)

Le 10 octobre 2005, lors d'une visite à la FIAC, le premier ministre Dominique de Villepin fait part de son désir de « refaire de la France l'un des foyers les plus vivants de la création ».

Il annonce simultanément l'organisation au Grand Palais d'« une grande exposition consacrée aux artistes français contemporains afin de donner une nouvelle visibilité à la création française (2) ». L'exposition inaugurée sept mois plus tard regroupe des propositions de 15 commissaires (3) autour de 200 artistes (4) environ. Le mot d'ordre de départ aura été entre-temps assorti du souhait du ministre de la Culture, Renaud Donnedieu de Vabres, de « créer des événements pour familiariser l'opinion publique à la création contemporaine », afin que « la création contemporaine fasse irruption parmi ceux qui ne fréquentent pas les musées et hésitent encore à entrer dans les galeries (5) ». Le ministre avait ajouté qu'il était « sûr que le public [serait] au rendez-vous, que chacun s'y [sentirait] accueilli, les artistes comme le public ». L'organisation matérielle de la manifestation va être confiée au délégué aux arts plastiques, Olivier Kaepelin, lequel va missionner la Réunion des musées nationaux pour l'organisation technique et – après quelques désistements – un groupe de commissaires aux orientations diverses, coordonné par Bernard Blistène, inspecteur général de la création, pour ce qui est du contenu. Cette « chaîne » de délégations successives des responsabilités, depuis le premier ministre jusqu'aux artistes en passant par le ministre de la Culture, le délégué aux arts plastiques, l'inspecteur général de la création et l'ensemble des commissaires est sans aucun doute l'un des éléments clés permettant de comprendre une exposition, qui présente de manière exemplaire les hiérarchies et rapports de force sous-jacents au monde de l'art en France. Et de fait, comme le rappelait avec à propos la *Lettre d'information du ministère de la Culture* – mise à la disposition du public à l'entrée de l'exposition –, « le ministère de la Culture et de la Communication se place comme un acteur fondamental du monde de l'art (6) ».

Le plus surprenant est que l'ensemble de cette procédure ait été accompagnée d'un ensemble d'exercices de dénégation concernant l'interventionnisme de l'État dans le champ de la création. Pourtant, outre le fait que l'exposition tire de fait son origine d'une décision politique, tout dans sa réalisation – même financière et technique – aura relevé d'un centralisme bureaucratique à la française où, selon le cabinet du ministre de la Culture cité par *Le Monde*, la mission et le calendrier sont fixés « par le premier ministre (7) ». Dans ce contexte, les propos de Renaud Donnedieu de Vabres à l'occasion de l'ouverture laissent songeurs : « Qu'on ne nous parle pas d'art officiel ! Nous nous contentons de rendre cela possible, d'ouvrir un lieu, de mettre des crédits publics à la disposition de cette manifestation (8) ». Reconnaissons pour être honnête que le premier ministre n'a pas choisi

les artistes lui-même. Il n'en demeure pas moins que l'ensemble de la procédure met nettement en relief l'importance capitale accordée par les plus hautes autorités de l'État à la promotion des productions culturelles françaises.

Que penser alors de l'argument régulièrement resservi par les services de presse des différentes institutions concernées, selon qui cette exposition ne serait en aucun cas nationaliste puisqu'elle se contenterait de refaire ce que font d'autres pays comme les États-Unis avec la biennale du Whitney ou l'Angleterre avec la triennale de la Tate (9) ? Ce qu'oublie ces personnes, c'est que les institutions en question sont indépendantes de l'État. L'aveuglement français en la matière est décidément très important : à plusieurs reprises le ministre ou les différents organisateurs vont répéter à qui veut les entendre qu'il s'agit juste de promouvoir l'art qui se fait en France, sans qu'il s'agisse pour autant d'une manifestation nationaliste. La preuve, nous disent-ils, des artistes de toutes nationalités – mais travaillant en France – y participent. Mais, dans ce cas, que deviennent les mots d'ordre de Villepin : « refaire de la France un foyer vivant de la création » et « donner une nouvelle visibilité à la création française (10) » ? Faut-il croire Kaepelin lorsqu'il déclare que « cette exposition n'a rien d'une célébration nationale. [...] Tout ce qui nous intéresse, c'est le rapport à l'art (11) » ?

En tout cas, il ne s'agit assurément pas de « faire découvrir » ou de « faire aimer » l'art contemporain aux Français – à qui l'on a proposé sur un ton assez méprisant de se rendre à une exposition comme s'il s'agissait d'accomplir une tâche quotidienne (le slogan affiché dans tout Paris étant « métro, boulot, expo »). Il ne s'agit visiblement pas non plus d'aider les artistes ou de promouvoir la création : il n'y a pas eu la moindre production d'œuvre pour cette occasion. Il s'agit plutôt – un peu naïvement sans doute – pour nos grands diplomates de prétendre montrer aux yeux du monde entier l'excellence et la diversité de « nos » artistes, de « nos » écoles », de « nos » collections publiques, de « nos » institutions et du pays qui les abrite. Dès lors, peu importe ce qui est montré, comment c'est montré et à qui c'est montré.

Au fait, à qui s'adresse cette exposition ? Est-ce au monde de l'art international (pour lui signifier la vitalité retrouvée de la scène française de l'art) ? Ou à l'inverse au « grand public » français qui pourra y prendre conscience de l'étendue de ce qu'il rate en ne se rendant pas suffisamment dans les institutions spécialisées ? Ni l'un ni l'autre sans doute. La presse internationale en a d'ailleurs assez peu rendu compte (ou bien de manière factuelle et un peu ironique) ; quant au grand public, les chiffres de fréquentation montrent cruellement – en dépit des communiqués triomphaux – qu'il ne s'est pas bousculé à une exposition où « à moins d'être un habitué des galeries et des centres d'art » il était « facile de se perdre dans cet afflux d'œuvres et de noms, sans repères ni explications (12) », pour reprendre les mots de Philippe Dagen.

Peut-être faudrait-il surtout comprendre *La Force de l'art* comme une nouvelle occurrence d'une démarche bien française : le volontarisme politique en matière de création artistique.

Sans remonter jusqu'à l'Ancien régime, il est facile de voir qu'elle s'inspire directement de la première Biennale de Paris (dite « biennale des jeunes »), qui de 1959 à 1985 a tenté d'exister aux côtés des grandes biennales internationales. Cet événement qui avait constitué l'une des toutes premières actions entreprises par André Malraux, en tant que ministre des Affaires culturelles – et dont le catalogue était exposé à *La Force de l'art* –, avait déjà pour but d'offrir « un lieu de rencontres et d'expériences pour les jeunes (13) » ; lieu censé être ouvert aux artistes du monde entier, en un rappel implicite de la position « centrale » de la scène parisienne de l'art (au moment même où cette centralité commençait à être remise en cause). *La Force de l'art* cite également l'exposition *Douze ans d'art contemporain en France* de 1972 (plus connue sous le titre d'« Expo Pompidou »). Cette exposition avait déjà eu lieu au Grand Palais, son but était également de produire un panorama diversifié de la création française des années précédentes et elle avait aussi été organisée par un « panel élargi de commissaires » réunis sous la houlette de François Mathey (avec entre autres Alfred Pacquement, Jean Clair, Serge Lemoine, et François Barré). Là encore il s'agissait d'une demande directement formulée depuis le sommet de l'État – en l'occurrence le Président Pompidou – au ministre chargé des affaires culturelles ; demande qui spécifiait déjà que devrait être réunie une sélection d'œuvres des principaux artistes travaillant en France (qu'ils soient Français ou non). Il était également question de s'adresser à un grand public qui selon les mots de Mathey « n'a qu'une idée confuse de la création contemporaine tandis que les conditions traditionnelles de la création se sont singulièrement transformées (14) ». Il est un peu ironique de remarquer que l'« Expo Pompidou » faisait aussi le constat de la perte d'influence de la scène française de l'art et prétendait déjà y remédier.

La déclaration de Fabrice Bousteau en exergue du supplément de *Beaux-Arts magazine* – qui tient lieu de catalogue de *La Force de l'art* – est un modèle intéressant d'auto-conviction : « C'est l'exposition [...] d'art contemporain la plus incroyable jamais organisée en France : inventive, généreuse et libre (15) ». Pourtant, comme l'ont fait remarquer avec un peu d'ironie quelques observateurs, *La Force de l'art* rappelle surtout la FIAC (qui se tenait autrefois dans le même espace), mais « avec les marchands en moins (16) ».

Les réactions suscitées par les manifestations de ce genre sont assez instructives. En 1959, la Biennale de Paris avait fait face à une importante contestation extérieure de la part du grand public et d'une partie du monde de l'art qui dénonçaient une programmation élitiste. En 1972, la contestation était devenue interne à l'exposition et avait conduit certains artistes à décrocher leurs œuvres pour « sortir » du cadre d'une manifestation dont ils ne voulaient pas être complices. En 2006, la contestation fait partie de l'exposition ; elle y est intégrée par le biais des propositions d'un des commissaires invités spécialement pour cela (Hou Hanru). Des débats et conférences ont ainsi été organisés au sein même de *La Force de l'art* (avec la prétention de « l'infiltrer »). Cela, sous le regard bienveillant du ministre – qui avait de son côté proposé l'installation de panneaux blancs de « libre-expression (17) ».

NOTES

1. Exposition *La Force de l'art*, Grand Palais, Paris, du 9 mai au 25 juin 2006.
2. Dominique de Villepin cité par Philippe Dagen et Jacques Follorou, « Une exposition d'un coût "trop élevé" et dont les modalités sont "discutables" », *Le Monde*, 11 mai 2006, p. 26.
3. Les quinze commissaires étaient Nathalie Ergino, Richard Leydier, Dominique Marchès, Paul Ardenne, Hou Hanru, Bernard Marcadé, Anne Tronche, Olivier Zahm, Daniel Soutif, Éric Troncy, Lorand Hegyi, Catherine de Smet, Xavier Veilhan, Éric de Chasse, Philippe Vergne. En outre, une structure de conférences avait été mise en place sous la direction de Stéphanie Moïsdon.
4. Les artistes étaient de générations et d'orientations esthétiques extrêmement variées, de Raymond Hains à Loris Gréaud ; de Bertrand Lavier à Gérard Garouste; de Jean Messagier à Claude Closky. Certains avaient exprimé leurs réserves quant au projet (Christian Boltanski) ; fait savoir leur mécontentement à l'idée de ne pas être retenus (Philippe Cognée) ; voire avaient refusé de participer, comme Gérard Fromanger (voir *Libération*, 18 avril 2006, p. 8).
5. Renaud Donnedieu de Vabres, entretien avec Harry Bellet, *Le Monde*, 11 mai 2006, p. 21.
6. Supplément à la *Lettre d'information du ministère de la Culture et de la Communication* de mai 2006, publié à l'occasion de l'exposition *La Force de l'art*, non paginé.
7. Philippe Dagen et Jacques Follorou, loc. cit.
8. Renaud Donnedieu de Vabres, loc. cit.
9. Voir par exemple l'éditorial de Fabrice Bousteau dans le *Beaux-arts magazine* hors série, guide de l'exposition *La Force de l'art*, p. 7, ou encore la lettre ouverte d'Éric de Chasse, l'un des commissaires, publiée dans *Libération* du 20 avril 2006, sous le titre « La Force de l'art n'est pas une farce ».
10. Philippe Dagen et Jacques Follorou, loc. cit.
11. Olivier Kaepelin, cité dans *Beaux-arts magazine, La Force de l'art* (hors série), p. 9.
12. Philippe Dagen, « Une vitrine pour l'art en France », *Le Monde*, 11 mai 2006, p. 26.
13. Voir Raymond Cogniat, « Préface », dans *Première Biennale de Paris*, catalogue de la Manifestation Biennale et Internationale des Jeunes Artistes, Paris, MAMVP, 1959, p. VII.
14. François Mathey, « Préface », dans *Douze ans d'art contemporain en France*, - catalogue de l'exposition au Grand Palais, Paris, 1972, p. 9-12.
15. Fabrice Bousteau, loc. cit.

16. Philippe Dagen, loc. cit.

17. Renaud Donnedieu de Vabres, cité dans *Le Figaroscope* spécial « *La Force de l'art*, Grand Palais 2006 », p. 3.